

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 20/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **HUTTENES ALBERTUS FRANCE**

ZI de Pont-Brenouille  
BP 309  
60700 Pont-Sainte-Maxence

Références : IC-R/001/25-AL/SL  
Code AIOT : 0005101473

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement HUTTENES ALBERTUS FRANCE implanté ZI de Pont-Brenouille BP 30309 60723 Pont-Sainte-Maxence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HUTTENES ALBERTUS FRANCE
- ZI de Pont-Brenouille BP 30309 60723 Pont-Sainte-Maxence
- Code AIOT : 0005101473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Les principales activités exercées par la société HUTTENES-ALBERTUS sur son site de PONT-SAINT-MAXENCE sont la fabrication de produits chimiques (résines urée formol, urée formo-furanique, formo-phénoliques) et la production de générateur de carbone brillant et d'enduits. Les principaux clients sont des fonderies liées au marché automobile. Le site est encadré par l'arrêté préfectoral du 18/06/2013. Le site est classé SEVESO seuil Haut.

#### Thèmes de l'inspection :

- SGS
- Vieillissement (AM du 04/10/2010)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	PC 3 : Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	PC 5 : Examen d'un dossier de réservoir – Etat initial	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	PC 6 : Modalités de suivi des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	PC 8 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	PC 10 : Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
11	PC 11 : Dossiers équipements	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC 1 : Application démarche PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	(hors réservoirs LI)		
2	PC 2 : Organisation de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.1	Sans objet
4	PC 4 : Recensement des équipements soumis au PM2I (LI)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	Sans objet
7	PC 7 : Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
9	PC 9 : Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 28 novembre 2024 a porté sur la thématique du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I). La visite a consisté à vérifier par sondage le respect de certaines prescriptions du référentiel applicable : les arrêtés ministériels des 3 et 4 octobre 2010, ainsi que les guides professionnels approuvés associés.

L'ordre du jour a porté sur les points suivants :

- l'organisation de l'exploitant pour l'application de la démarche PM2I sur site ;
- le recensement des équipements concernés et la mise à jour des listes d'équipements ;
- les modalités de contrôle des réservoirs, rétentions et tuyauteries concernés par le PM2I ;
- le suivi des échéances, la planification et la réalisation des contrôles à réaliser au titre du PM2I ;
- l'établissement et la mise à jour des dossiers d'équipements.

Puis, le suivi des équipements concernés par le PM2I a été contrôlé au travers de l'examen par sondage d'un dossier d'équipement : le réservoir n°3 (+ rétention/massif associés) ainsi que la tuyauterie de gaz naturel n°2. L'inspection s'est déroulée principalement en salle. Une visite de terrain a permis de visualiser les équipements dont les dossiers avaient été examinés en salle auparavant (réservoir n°3 + rétention/massif associés ainsi que la tuyauterie de gaz naturel n°2).

En conclusion de la visite, l'équipe d'inspection a relevé des non-conformités réglementaires lors de la visite (état initial incomplet, plan d'inspection et programme d'inspection non respectés...). Il est proposé un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à monsieur le préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : PC 1 : Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I hors réservoirs de LI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Le site est soumis à autorisation pour les rubriques suivantes : 4130.1.a, 4130.2.a, 4511, 4801, 4110.2.a, 3410.h et 1450.  La société HUTTENES ALBERTUS est seveso seuil haut par dépassement direct (4130.1.a, 4130.2.a).  Sont recensés au titre du PMII : 2 réservoirs (ainsi que les massifs et cuvettes de rétention associés), 2 tuyauteries et 7 MMRI.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : PC 2 : Organisation de l'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Orga exploitant suivi PM2I
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : <ul style="list-style-type: none"><li>- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li><li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</li><li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le recensement initial a été réalisé par l'ancien ingénieur process du site en 2016. Le responsable maintenance du site est chargé de la mise en œuvre du PMII sur site et de la mise à jour de la liste des équipements concernés. L'exploitant mentionne que le responsable maintenance prend en charge : la rédaction des plans d'inspection, le suivi des échéances de contrôle, la planification des contrôles, l'examen des

comptes rendus de contrôle des entreprises extérieures, de la tenue des dossiers d'équipements.

Les contrôles de routine et inspections externes détaillées sont réalisés par des entreprises extérieures.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : PC 3 : Recensement des équipements soumis au PM2I**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Recensement PM2I – Réservoirs

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou
- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

**Constats :**

Le recensement initial des réservoirs soumis à PMII a été réalisé par l'ancien ingénieur process du site en 2016.

L'exploitant a présenté la procédure utilisée pour la méthodologie de réalisation du recensement pour le PMII ("Procédure CQ.SYPM 03" modifiée le 12 juillet 2016). Cette procédure mentionne que l'exploitant a croisé les données de son étude de danger avec chaque type d'équipement possible (réservoirs, capacités, tuyauteries, génie civil, MMRI). Cette procédure vise les Documents Techniques utilisés par type d'équipement. Il y a un synoptique par type d'équipement qui recense les critères de prise en compte et les motifs d'exclusion.

L'exploitant a également présenté un document nommé "DOQ 15023" qui recense l'ensemble des équipements soumis à PMII sur le site. Ce document fait état de deux réservoirs, deux massifs, deux cuvettes de rétention, deux tuyauteries et sept MMRI.

Au jour de la visite, les réservoirs n°3 et n°22 sont suivis au titre du PMII.

Concernant le suivi des équipements soumis, le service QHSE mentionne que le service achat demande lors de chaque commande de produits/substances les FDS (fiche de données de sécurité) associées. Le service achat les transmet au service QHSE et au laboratoire. Le laboratoire ouvre chaque FDS et renseigne un document qui permet de recenser les éventuelles modifications vis-à-vis des produits/substances. Si des mentions de dangers changent, le service QHSE prend en compte ces modifications pour la mise à jour du tableau de classement ICPE du

site mais ne prend pas en compte ces modifications pour le suivi PMII des équipements.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Demande de justificatif n°1 :</b> il est demandé à l'exploitant de prendre en compte la modification des mentions de dangers des produits/substances dans le cadre du suivi PMII de ses équipements. Il transmettra une mise à jour de son recensement après avoir réalisé cette vérification.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : PC 4 : Recensement des équipements soumis au PM2I (LI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement PM2I - LI
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.  II.-Ne sont pas soumis au présent arrêté les stockages soumis à l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.  [...]
<b>Constats :</b>  Concernant le réservoir n°13 de phénol, l'exploitant mentionne que ce dernier est exclu (vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010) car il s'agit d'un solide fondu. D'après la FDS du phénol transmise par mail du 29 novembre 2024, ce produit est liquide entre 40.9 et 64 °C. Lors de la visite, l'exploitant a mentionné que la température de stockage du phénol était de 50°C. Ce dernier est donc liquide. Le réservoir n°13 est exclu du suivi au titre PMII car le phénol n'a pas les mentions de danger suivants : H224, H225 ou H226. Ce réservoir n'est pas non plus à suivre au titre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 car, avec les mentions de dangers H301 et H411 pour le phénol, le volume du réservoir est inférieur au seuil des 100 m3 mentionné à l'art. 4 de ce même arrêté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

**Observation n°1** : les critères d'exclusion pour le réservoir n°13 de phénol ne sont pas corrects. Il s'agit bien d'un produit liquide mais dont les mentions de danger ne sont pas visées par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.

**Type de suites proposées** : Sans suite

**N° 5 : PC 5 : Examen d'un dossier de réservoir – Etat initial**

**Référence réglementaire** : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2

**Thème(s)** : Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (réservoir soumis)

**Prescription contrôlée :**

4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)

**Constats :**

Le réservoir n°3 a été contrôlé lors de la visite. L'exploitant mentionne prendre en compte le DT 94 pour le suivi de ce réservoir.

L'exploitant a présenté un classeur pour cet équipement et la fiche individuelle de suivi du réservoir n°3.

Le réservoir n°3 est un réservoir cylindrique vertical en inox à fond bombé et toit fixe d'un volume de 27m<sup>3</sup>. Il y est stocké du nonylphénol. L'année de construction est 2016.

Les éléments présents dans ce classeur et dans la fiche individuelle de suivi comprennent les éléments listés ci-après et repris dans le DT 94 :

- type et caractéristiques (dimensions (sauf épaisseur minimale), volume, calorifugé ou non, serpentin de réchauffage...);
- date de construction et code de construction utilisé ;
- plans de constructions ;
- matériaux de construction ;
- existence d'un revêtement interne ;
- date de l'essai hydraulique initial ;
- liste des produits stockés ;
- dates, types d'inspections et résultats.

Cependant, l'état initial ne comprend pas :

- épaisseur minimale ;
- date et résultats des mesures réalisées sur le réservoir ;
- réparations et modifications éventuelles ;
- incidents éventuels.



<p><b>Non-conformité (fait significatif) n°1 :</b> l'état initial du réservoir n°3 n'est pas complet. Il manque l'épaisseur minimale, la date et les résultats des mesures réalisées sur le réservoir, les réparations et modifications éventuelles, les incidents éventuels.</p> <p>Dans le classeur du réservoir n°3, la note de calcul du 15 octobre 2016 du constructeur CICR mentionne une température maximale de service de 20°C. Or lors de la visite, l'exploitant a déclaré que la température de stockage dans ce réservoir était de 40°C. Il a été constaté sur la plaque constructeur présente sur le réservoir, une température de service 20°C. Il a été frappé juste à côté la mention "/40°C".</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Proposition :</b> mise en demeure demandant à l'exploitant de disposer d'un état initial complet pour le réservoir n°3 sous 3 mois.</p> <p><b>Demande de justificatif n°2 :</b> l'exploitant apportera des informations complémentaires concernant la température de service du réservoir n°3. Il justifiera que ce réservoir peut être utilisé à une température de 40°C sous 1 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 6 : PC 6 : Modalités de suivi des réservoirs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des réservoirs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour cette visite, il a été retenu le réservoir n°3.</p> <p>L'exploitant mentionne prendre en compte le DT 94 pour le réservoir.</p> <p>L'exploitant a présenté le programme d'inspection du réservoir n°3. Il est réalisé une visite de routine annuelle et une inspection externe détaillée tous les 5 ans.</p> <p>Il n'y a pas d'inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les 10 ans car le volume est de 27 m<sup>3</sup> (&lt;100 m<sup>3</sup>).</p>

L'exploitant utilise un tableur informatique pour suivre les périodicités de contrôles. Les périodicités de contrôles ne sont pas respectées. Il ajoute qu'il souhaite mettre en place courant 2025 un suivi via la GMAO du site avec possibilité d'un système d'alerte.

La dernière visite de routine a été faite le 13 avril 2023 par la société Bureau Veritas. Le jour de la visite, aucune visite de routine n'avait été faite depuis. L'exploitant a transmis par courriel du 29 novembre un bon de commande de la société SOCOTEC du 13 novembre 2024 pour la réalisation d'une visite de routine.

**Non-conformité (fait significatif) n°2 :** une visite de routine pour le réservoir n°3 doit être renouvelée chaque année. Cette fréquence n'est pas respectée puisque la dernière visite de routine a été faite le 13 avril 2023.

L'exploitant a présenté un document intitulé "DOQ 5021 Plan d'inspection réservoir n°3". Ce document fait état d'un plan d'inspection pour la visite externe détaillée. Cependant, il n'y a pas de plan d'inspection pour la visite de routine.

**Non-conformité (fait significatif) n°3 :** l'exploitant ne dispose pas de plan d'inspection pour les visites de routine du réservoir n°3.

L'exploitant a présenté le compte rendu de la visite de routine du 13 avril 2023. La conclusion est la suivante :

- un ancrage à reprendre au niveau de l'assise ;
- prévoir des trappes de visites sur la calorifuge pour la prise de points de mesures du réservoir ;
- manque une partie du calorifuge en inox au-dessus de la plaque constructeur pour permettre une étanchéité à la pluie.

L'exploitant mentionne qu'aucune action n'a été menée. Il ajoute que les actions ont été intégrées dans la GMAO. Il prévoit la reprise de l'ancrage pour la fin d'année 2024 et les deux autres actions pour la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2024 (cf PC 10).

L'exploitant a présenté le compte rendu de la visite externe détaillée du 1<sup>er</sup> avril 2021. Il a été fait un examen par ressuage, ultrasons et visuel. Il est mentionné que les résultats de l'examen par ressuage sont conformes. Concernant l'examen par ultrason, il est indiqué des valeurs d'épaisseur de robe mesurées. Il n'y a pas de conclusion sur cet examen. L'exploitant mentionne ne pas connaître les épaisseurs minimales pour ce réservoir. Sans cet élément, il n'est pas possible de conclure (cf PC 10).

L'exploitant ne se prononce pas sur la capacité de l'équipement à être exploité jusqu'au prochain contrôle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Proposition :**

- mise en demeure demandant à l'exploitant de réaliser une visite de routine sur le réservoir n°3 sous 3 mois ;
- mise en demeure demandant à l'exploitant de disposer d'un plan d'inspection du réservoir n°3 comprenant la visite de routine sous 3 mois.

**Observation n°2 :** les échéances des visites de routine et des inspections externes détaillées pourraient être mieux suivies en utilisant la GMAO.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : PC 7 : Recensement des équipements soumis au PM2I**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Recensement PM2I – Tuyauteries et capacités

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le recensement initial des tuyauteries/capacités a été réalisé par l'ancien ingénieur process en 2016. La méthodologie est la même que celle présentée au PC n°3.</p> <p>L'exploitant a présenté son recensement (document intitulé "DOQ 15023" ). Il y est recensé 8 capacités mais aucune n'est retenue pour le suivi au titre du PMII. Trois tuyauteries sont suivies au titre du PMII :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• tuyauterie de gaz naturel n°1 (mur extérieur - brûleur) ;</li> <li>• tuyauterie de gaz naturel n°2 (local chaufferie noir) ;</li> <li>• tuyauterie de gaz naturel n°3 (local chaufferie résine).</li> </ul> <p>L'exploitant ajoute que la tuyauterie de gaz naturel n°3 a été condamnée en 2023 et n'est donc plus suivie. Le recensement des équipements n'a pas été mis à jour. La procédure « CQ.SYPM 03 » mentionnée au PC n°3 est une procédure de recensement « global ou unitaire ». Elle est également utilisée dans le cadre de la gestion des modifications. Cependant, elle n'a pas été appliquée dans ce cas par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation n°3 :</b> la tuyauterie de gaz naturel n°3 a été condamnée et n'est plus suivie au titre du PMII. L'exploitant remettra à jour le fichier de recensement des équipements visés par le PMII (document intitulé "DOQ 15023") conformément à la procédure « CQ.SYPM 03 ».</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : PC 8 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des tuyauteries et capacités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. [...]</p>

## Constats :

La tuyauterie de gaz naturel n°2 (local chaufferie noir) a été contrôlée dans le cadre de la visite d'inspection.

L'exploitant précise que le DT 96 est utilisé pour le suivi de cette tuyauterie.

L'exploitant mentionne ne pas avoir retrouvé beaucoup d'information sur cette tuyauterie qui date de 1970.

Il a présenté un document intitulé « fiche individuelle de suivi d'une tuyauterie - tronçon de tuyauterie n°2 - chaufferie eau chaude ». Cette fiche renvoie au plan n°00-332-00 GAZ (DOQ158) qui a été présenté également. Cette tuyauterie est référencée « classe 1 : tuyauterie avec le plus haut potentiel de danger en cas de fuite ».

L'état initial de cet équipement ne comprend pas l'ensemble des informations indiquées dans le DT 96, notamment :

- les caractéristiques de construction (PN, température et pression maximales admissibles, isolants, codes ou normes, épaisseurs...) ;
- les éléments relatifs aux interventions (contrôle initial, inspections, contrôles non-destructifs, maintenances et réparations éventuelles).

Le DT 96 indique page 7 : " *Pour pallier l'absence d'informations techniques suffisantes, l'exploitant met en œuvre, lorsque nécessaire, des actions appropriées permettant de compléter les renseignements contenus dans ces dossiers (épaisseurs, matériaux)*".

**Non-conformité (fait significatif) n°4 :** l'état initial de la tuyauterie de gaz naturel n°2 n'est pas complet.

L'exploitant a présenté le plan d'inspection du 26 avril 2016 qui a été réalisé en interne selon le guide technique professionnel DT 96.

Le plan d'inspection de la tuyauterie n°2 mentionne qu'une inspection visuelle des éléments constitutifs de la tuyauterie, notamment 100% des brides et 100% des tés et piquage est réalisée. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'une partie des éléments constitutifs de la tuyauterie n°2 était enterrée et ne permettait donc pas une inspection 100% visuelle des brides et des tés.

**Non-conformité (fait significatif) n°5 :** l'exploitant ne respecte pas totalement son plan d'inspection pour la tuyauterie de gaz naturel n°2.

L'exploitant a présenté le programme d'inspection (« DOQ1503 »).

La fréquence maximale de contrôle retenue pour cette tuyauterie est de 5 ans (issu du DT 96 car classe 1). Le dernier contrôle a été fait le 13 avril 2023 par la société Bureau Veritas.

L'exploitant a présenté le rapport CND18620055-3-2\_Aff\_23115\_Tuyauteries Gaz Naturel n°2 du 21 avril 2023.

Concernant l'inspection visuelle, il est mentionné : corrosion superficielle du support et des

colliers de maintien, corrosion superficielle de la bride à surveiller.

Concernant les mesures d'épaisseurs, 10 mesures ont été faites sur le tronçon en partie aérien. Le rapport conclut qu'il n'y a aucune anomalie constatée et aucune perte d'épaisseur significative constatée et que les observations mentionnées ne présentent pas de danger grave ou imminent mais doivent être prises en compte par l'exploitant.

L'exploitant mentionne qu'aucune action n'a été faite suite à ce contrôle (cf PC n°10).

De plus, il est mentionné dans le rapport qu'il n'y a aucune perte d'épaisseur significative. Cependant, les épaisseurs initiale et minimale ne sont pas connues pour cette tuyauterie. Il n'est donc pas possible de pouvoir statuer suite à ces mesures (cf PC n°10).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Proposition :** mise en demeure demandant à l'exploitant de disposer d'un état initial complet pour la tuyauterie de gaz naturel n°2 sous 3 mois (les caractéristiques de construction : PN, température et pression maximales admissibles, isolants, codes ou normes, épaisseurs... et les éléments relatifs aux interventions : contrôle initial, inspections, contrôles non-destructifs, maintenances et réparations éventuelles).

**Observation n°4 :** Le plan d'inspection de la tuyauterie de gaz naturel n°2 (réf. DOQ 5026) mentionne une Pression de service de 0,3 bar et une Pression maximale admissible de 0,41 bar. Au regard de la réglementation associée aux Equipements Sous Pression (arrêté ministériel du 20/11/2017), le libellé "Pression de service" peut amener de la confusion si une Pression Maximale Admissible supérieure existe. L'Inspection recommande de modifier le libellé "Pression de Service" en "Pression d'utilisation".

**Observation n°5 :** L'exploitant s'organisera pour réaliser une analyse systématique et formalisée des rapports de contrôles PM2I transmis par son prestataire. Cette analyse doit permettre de statuer sur la capacité de l'équipement contrôlé à être remis en service jusqu'à son prochain contrôle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 9 : PC 9 : Recensement des équipements soumis au PM2I**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Recensement PM2I – Massifs et cuvettes

#### **Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions

<p>accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et</li> <li>- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le recensement initial des rétentions/massifs a été réalisé par l'ancien ingénieur process en 2016. La méthodologie est la même que celle présentée au PC n°3.</p> <p>L'exploitant a présenté son recensement ("DOQ 15023" ).</p> <p>Il y est recensé les rétentions et massifs associés aux réservoirs n°3 et 22. Ces équipements sont retenus pour le suivi au titre du PMII.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : PC 10 : Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi des ouvrages de GC soumis à PM2I</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- (...).</li> </ul> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour cette visite, il a été contrôlé le massif et la rétention associés au réservoir n°3 contenant du nonylphénol.</p> <p>L'exploitant précise que le DT 92 est utilisé pour le suivi de ces équipements.</p> <p>L'exploitant a présenté le dossier de surveillance pour la cuvette et le massif (« DOQ 5024 »). La</p>

fiche descriptive contient les éléments mentionnés en annexe 2 du DT 92. Le dossier technique comprend trois plans (plan de masse « 00-330-10 DOQ158 », plan cuverie « 12000 DOQ158 » et plan de fabrication « 507A ». Il comprend également les visites de surveillance réalisées, les incidents éventuels et les réparations/modifications.

L'exploitant a présenté le programme d'inspection (« DOQ1503 »). D'après ce fichier, un contrôle doit être réalisé tous les cinq ans (ouvrage de catégorie I). Le dernier contrôle a été fait le 1er avril 2018. Le prochain contrôle était prévu au plus tard le 1 avril 2023. Cependant, le jour de la visite aucun contrôle n'avait été fait depuis 2018.

L'exploitant a transmis par mail du 29 novembre 2024 un bon de commande de la société SOCOTEC du 13 novembre 2024 pour la réalisation d'une visite de surveillance.

**Non-conformité (fait significatif) n°6 :** une visite de surveillance pour la rétention et le massif du réservoir n°3 doit être renouvelée tous les 5 ans. Cette fréquence n'est pas respectée puisque la dernière visite de routine a été faite le 1<sup>er</sup> avril 2018.

L'exploitant utilise un tableur informatique pour suivre les périodicités de contrôles. Les périodicités de contrôles ne sont pas respectées. Il ajoute qu'il souhaite mettre en place courant 2025 un suivi via la GMAO du site avec possibilité d'un système d'alerte.

L'exploitant a présenté le plan de surveillance (« DOQ5024 »). Il y est mentionné la réalisation d'une visite de surveillance annuelle, ce qui n'est pas cohérent avec le programme d'inspection.

**Non conformité (fait modéré) n°1 :** La fréquence de surveillance de la rétention et du massif associés au réservoir n°3 n'est pas la même dans le plan de surveillance (annuelle) et dans le programme d'inspection (quinquennale).

L'exploitant a présenté un rapport de visite de surveillance pour la rétention et le massif. Ce rapport mentionne que le contrôle a été fait le 5 janvier 2016. Le délai de prise en compte des défauts est de 5 ans, soit avant le 5 janvier 2021.

Les dates des visites de surveillance ne sont pas les mêmes en fonction des documents pris. D'après le programme de surveillance (pris comme référence pour les fréquences de contrôles), la visite s'est déroulée le 1<sup>er</sup> avril 2018. Or il est mentionné la date du 5 janvier 2016 dans la fiche de suivi des équipements et dans le rapport de surveillance présenté.

Il est mentionné un niveau de désordre « D2 » dans le rapport de contrôle du 5 janvier 2016.

Le DT 92 mentionne qu'un désordre de niveau D2 :

- peut être traité dans le cadre d'une opération d'entretien spécialisé (voir paragraphe 6.1.2) (exemple : excès de végétation, si non pris en charge par la maintenance courante du site) ;
- ou bien que n'étant visiblement pas de nature à compromettre structurellement l'ouvrage, nécessite un examen approfondi, qui pourra éventuellement donner lieu à une



reprise ponctuelle (exemple : béton localement éclaté avec armatures apparentes peu altérées).

Les observations sont les suivantes :

- boulons d'ancrages dégradés (fondation de bac) ;
- 4 fissures isolées, 1 cassure localisée côté intérieur et zone décelée avec présence de nids de cailloux (murs, murets, fondations diverses en cuvette) ;
- présence de dépôts boueux et graisseux (dallages à fonction d'étanchéité) ;
- regard rempli d'eau avec dépôt boueux (dispositif de vidange de cuvette) ;
- présence d'un dépôt boueux et graisseux (revêtement d'étanchéité).

L'exploitant mentionne qu'aucune action n'a été faite (cf PC n°11).

L'analyse des fiches de surveillance a été réalisée. Toutefois la classe de l'ouvrage n'a pas été définie (cf paragraphe 7.3 du DT 92). Aucun plan d'action n'a été défini (cf paragraphe 7.6 du DT 92). Le classement de l'ouvrage et la mise en place d'un plan d'action sont également repris dans le plan d'inspection « DOQ5024 » présenté par l'exploitant.

**Non-conformité (fait significatif) n°7 :** l'exploitant ne respecte pas le plan d'inspection mis en œuvre pour le massif et la rétention associés au réservoir n°3.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Proposition :** mise en demeure demandant à l'exploitant de réaliser une visite de surveillance pour la rétention et le massif associés au réservoir n°3 sous 3 mois.

**Demande d'action correctiven°1 :** il est demandé à l'exploitant de disposer d'un programme d'inspection et d'un plan d'inspection cohérent entre eux (notamment dans les fréquences de contrôle) sous 15 jours.

#### **Observations :**

- **n°6 :** l'échéance des visites de surveillance pourrait être mieux suivie en utilisant la GMAO. Une mise à jour du dossier de surveillance est à réaliser (notamment sur les dates de contrôles) ;
- **n°7 :** les dates des visites de surveillance ne sont pas les mêmes en fonction des documents pris. D'après le programme de surveillance (pris comme référence pour les fréquences de contrôles) la visite s'est déroulée le 1er avril 2018. Or il est mentionné la date du 5 janvier 2016 dans la fiche de suivi des équipements et dans le rapport de surveillance présenté ;
- **n°8 :** L'exploitant s'organisera pour le suivi des défauts relevés dans le cadre des contrôles réalisés au titre du PM2I, et en particulier pour respecter les délais maximaux prescrits par le § 7.8 du guide DT 92".

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : PC 11 : Dossiers équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossiers équipements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces guides définissent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;</li> <li>- les règles de réalisation de l'état initial ;</li> <li>- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;</li> <li>- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.</li> </ul> <p>Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'état initial de l'équipement ;</li> <li>- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;</li> <li>- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;</li> <li>- les interventions éventuellement menées.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Concernant le réservoir n°3 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu de la visite de routine du 13 avril 2023. La conclusion est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un ancrage à reprendre au niveau de l'assise ;</li> <li>• prévoir des trappes de visites sur la calorifuge pour la prise de points de mesures du réservoir ;</li> <li>• manque une partie du calorifuge en inox au-dessus de la plaque constructeur pour permettre une étanchéité à la pluie.</li> </ul> <p>L'exploitant mentionne qu'aucune action n'a été menée. Il ajoute que les actions ont été intégrées dans la GMAO. Il prévoit la reprise de l'ancrage pour la fin d'année 2024 et les deux autres actions pour la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2024.</p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu de la visite externe détaillée du 1<sup>er</sup> avril 2021. Il a été fait</p>

un examen par ressuage, ultrasons et visuel. Il est mentionné que les résultats de l'examen par ressuage sont conformes. Concernant l'examen par ultrason, il est indiqué des valeurs d'épaisseur de robe mesurées. Il n'y a pas de conclusion sur cet examen. L'exploitant mentionne ne pas connaître les épaisseurs minimales pour ce réservoir. Sans cet élément, il n'est pas possible de conclure. L'exploitant ne se prononce pas sur la capacité de l'équipement à être exploité jusqu'au prochain contrôle.

**Non-conformité (fait significatif) n°8 :** Aucune suite n'a été donnée à la visite de routine du 13 avril 2023 concernant le réservoir n°3. Des mesures d'épaisseurs de robes ont été mesurées. Or ces valeurs ne sont pas comparées à des valeurs d'épaisseur initiale et/ou minimale.

Concernant la tuyauterie de gaz naturel n°2 :

L'exploitant a présenté le rapport CND18620055-3-2\_Aff\_23115\_Tuyauteries Gaz Naturel n°2 du 21 avril 2023.

Concernant l'inspection visuelle, il est mentionné : corrosion superficielle du support et des colliers de maintien, corrosion superficielle de la bride à surveiller.

Concernant les mesures d'épaisseurs, 10 mesures ont été faites sur le tronçon en partie aérien. Le rapport conclut qu'il n'y a aucune anomalie constatée et aucune perte d'épaisseur significative constatée et que les observations mentionnées ne présentent pas de danger grave ou imminent mais doivent être prises en compte par l'exploitant. L'exploitant mentionne qu'aucune action n'a été faite suite à ce contrôle.

De plus, il est mentionné dans le rapport qu'il n'y a aucune perte d'épaisseur significative. Cependant, les épaisseurs initiale et minimale ne sont pas connues pour cette tuyauterie. Il n'est donc pas possible de pouvoir statuer suite à ces mesures.

**Non-conformité (fait significatif) n°9 :** Aucune suite n'a été donnée à la visite de routine du 21 avril 2023 concernant la tuyauterie de gaz naturel n°2. Des mesures d'épaisseurs ont été mesurées. Or ces valeurs ne sont pas comparées à des valeurs d'épaisseur initiale et/ou minimale.

Concernant le rétention et le massif associés au réservoir n°3 :

L'exploitant a présenté un rapport de visite de surveillance pour la rétention et le massif. Ce rapport mentionne que le contrôle a été fait le 5 janvier 2016. Il est mentionné un niveau de désordre « D2 ».

Les observations sont les suivantes :

- boulons d'ancrages dégradés (fondation de bac) ;
- 4 fissures isolées, 1 cassure localisée côté intérieur et zone décelée avec présence de nids de cailloux (murs, murets, fondations diverses en cuvette) ;
- présence de dépôts boueux et graisseux (dallages à fonction d'étanchéité) ;
- regard rempli d'eau avec dépôt boueux (dispositif de vidange de cuvette) ;
- présence d'un dépôt boueux et graisseux (revêtement d'étanchéité).

L'exploitant mentionne qu'aucune action n'a été faite.

L'analyse des fiches de surveillance n'a pas été réalisée. La classe de l'ouvrage n'a pas été définie (cf page 14 du DT 92). Aucun plan d'action n'a été défini (cf page 16 du DT 92). Le classement de

l'ouvrage et la mise en place d'un plan d'action est également repris dans le plan d'inspection « DOQ5024 » présenté par l'exploitant.

**Non-conformité (fait significatif) n°10 :** Aucune suite n'a été donnée à la visite de routine du 5 janvier 2016 concernant la rétention et le massif associés au réservoir n°3. La classe de l'ouvrage et le plan d'action n'ont pas été définis.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**proposition :** mise en demeure demandant à l'exploitant pour le réservoir n°3, la tuyauterie de gaz naturel n°2, la rétention et le massif associés au réservoir n°3 de disposer, pour chacun de ces équipements, d'un dossier contenant :

- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de ces équipements (modalités, fréquence, méthodes, etc.), intégrant le programme et plan d'inspection, et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.) ;
- les résultats des contrôles et les suites données, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.

Ces éléments sont à transmettre sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois